

*Services de garde d'enfants—Loi*

plus la priorité que se sont fixés tous les parents d'offrir à leurs enfants le meilleur qu'ils peuvent vraisemblablement leur donner et cela comprend des soins de qualité lorsqu'ils ne peuvent eux-mêmes être à leurs côtés.

Comme vous pourrez le constater en lisant l'article 4 du projet de loi, le gouvernement fédéral s'est engagé fermement à améliorer les normes régissant les services de garde d'enfants dans une vaste gamme de secteurs—les rapports enfant/personne, la participation des parents, les mesures relatives à la santé et à la sécurité, la programmation, pour n'en mentionner que quelques-uns. Cependant, il a fallu prévoir une approche pratique et réaliste relativement à cet aspect des services de garde d'enfants. Les Canadiens ne veulent pas qu'on leur impose des normes arbitraires comme s'ils ne savaient pas ce qui est dans le meilleur intérêt de leurs enfants.

Je crois que les parents veulent être sûrs que les normes régissant les services de garde d'enfants reflètent leurs propres valeurs, ainsi que les normes des collectivités dans lesquelles ils vivent et des régions dans lesquelles ils s'identifient. En d'autres termes, monsieur le Président, les parents veulent avoir le droit de participer à l'élaboration du genre de normes de qualité qui définiront les services de garde auxquels ils confient leurs enfants.

Je défie tout député de la Chambre de se lever et d'affirmer qu'il ou qu'elle détient les solutions qui répondront aux besoins et aux préoccupations de tous les parents canadiens. Dès que vous affirmez que la qualité des services de garde d'enfants doit satisfaire aux normes les plus élevées, vous avez tout dit ce que vous pouvez dire, sans pour cela empiéter sur les droits qu'ont les parents de définir ce qui, à leur avis, est le meilleur pour leurs enfants. Tous les députés qui sont parents de jeunes enfants savent qu'il s'agit de la vérité, peu importe ce qu'ils pourront dire au cours du présent débat.

• (1630)

Finalement, monsieur le Président, les Canadiens ont démontré qu'ils étaient disposés à appuyer l'élargissement des services de garde d'enfants dans l'ensemble du pays. Les sondages d'opinion ont démontré que même les Canadiens qui n'ont pas d'enfants reconnaissent les importants avantages sociaux et économiques que peuvent procurer des garderies plus accessibles et de meilleure qualité.

Il leur est égal si les gouvernements, fédéral et provincial, engagent les ressources des contribuables pour élargir le système de garde d'enfants, tant et aussi longtemps qu'ils peuvent constater que ces dépenses permettront d'atteindre des objectifs réalistes et qu'elles sont réparties de façon équitable.

Nombre de Canadiens estiment que les programmes de subventions gouvernementales satisfont les besoins en matière de garde d'enfants des familles à faible revenu et que les Canadiens à revenu supérieur sont en mesure d'acheter les soins pour leurs enfants. C'est la famille canadienne à revenu moyen, dont les deux parents travaillent afin d'arriver à peine à maintenir le mode de vie de la classe moyenne, qui a le plus besoin d'assistance. Quiconque a pris le temps d'étudier minutieusement tous les aspects de la stratégie nationale pourra constater clairement que le gouvernement fédéral n'a pas négligé les Canadiens à revenu moyen.

Monsieur le Président, nous reconnaissons tous qu'il y a de nombreux besoins spéciaux que les services actuels de garde

d'enfants ne satisfont pas actuellement. Après tout, ce n'est que sous l'administration actuelle que la garde des enfants est passée d'un service de bien-être social à un service social. Le gouvernement actuel a reconnu que la garde des enfants fait ses tout premiers pas en tant que service social, et que l'avenir sera témoin d'un essor et de nombreux changements, tout comme il en est pour les services destinés aux aînés.

Le gouvernement a fait montre de qualités de chef dans ces secteurs, tout comme il l'a fait dans le cas de la Caisse d'aide aux projets en matière de garde des enfants. Celle-ci permettra d'appuyer des solutions proposées par des collectivités pour satisfaire des besoins particuliers. L'Histoire du Canada est remplie d'exemples de la façon dont des Canadiens, oeuvrant avec de petits groupes communautaires, ont trouvé des solutions à des problèmes sociaux qui ont défié les gouvernements.

Il me semble que les gens d'en face devraient examiner l'Histoire du Canada avant d'exiger que le gouvernement fédéral trouve la solution qui puisse répondre à tous les besoins et multiples valeurs des Canadiens.

J'ai déjà rappelé que la stratégie nationale sur la garde d'enfants est caractérisée par la qualité de partenariat que ce gouvernement a permis de construire. C'est vrai pour ce qui est des besoins et des intérêts de la famille canadienne, et c'est aussi vrai de nos relations avec les autorités provinciales qui, ne l'oublions pas, sont responsables des services et des programmes de garde destinés aux enfants.

Avec ce projet de loi, le gouvernement fédéral prend l'initiative d'augmenter et d'améliorer les services de garde d'enfants. Il l'a fait, cependant, d'une manière qui respecte le rôle des provinces, qui tient compte des programmes et des services qui existent dans les provinces, mais qui permettra néanmoins d'atteindre des objectifs réalistes dans une période de temps relativement courte. A ceux qui réclament du gouvernement fédéral une position unilatérale, ce qui est totalement contraire aux coutumes établies, et des critères dictés par une autorité centrale, je dis: Levez-vous et éclairez-nous donc sur deux points. Comment ferez-vous fonctionner le système, vu que vous n'avez même pas le droit de vous ingérer dans ce domaine, pour commencer? Ensuite, comment ferez-vous pour convaincre la grande majorité des familles canadiennes qu'elles doivent payer pour un système dont elles ne se serviront jamais?

Comprenez-moi, monsieur le Président, je ne leur demande pas de venir exposer leur rhétorique politique ou leurs motifs idéologiques. Je leur demande de nous présenter un plan pratique, abordable et faisable que les contribuables canadiens et que les provinces peuvent se payer. Je n'ai encore rien entendu au cours de ce débat qui m'a convaincue que les députés de l'opposition ont trouvé des solutions qui sont plus logiques que la stratégie mise de l'avant par l'administration actuelle.

Il n'est pas difficile de claironner que le gouvernement devrait agir de telle ou telle façon. Il n'est pas difficile non plus de prendre des chiffres ici et là et de s'en servir pour justifier une prise de position, même si les chiffres ne s'appuient pas sur grand-chose. Il faut faire attention, cependant. Les chiffres ne doivent pas être interprétés pour servir la position que l'on défend.

Les solutions aux problèmes socio-économiques au Canada passent par une approche équilibrée; elles demandent que nous